



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

**Direction départementale  
de la protection des populations  
du Finistère**

Service Alimentation

Affaire suivie par : Anne MOALIC

Dossier n° :

Votre réf. :

**Objet : agrément sanitaire thonier  
VIA MISTRAL 29.039.559**

Départ n° : AL1001879

PJ : marque d'identification

**Monsieur le Directeur  
ARMEMENT SAUPIQUET  
39 quai Carnot  
B.P. 640  
29186 CONCARNEAU cedex**

Quimper, le 14 décembre 2010

Bases juridiques :

- Règlement (CE) 178/2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'autorité européenne de sécurité des aliments et fixant les procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires
- Règlement (CE) 852/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires
- Règlement (CE) 853/2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées animales et d'origine animale
- Code Rural, notamment l'article L.233-2
- Arrêté du 8 juin 2006 relatif à l'agrément des établissements mettant sur le marché des produits d'origine animale ou des denrées contenant des produits d'origine animale.

Monsieur le Directeur,

Faisant suite à votre demande d'agrément en date du 4 novembre 2009 un agrément conditionnel, valide jusqu'au 4 janvier 2011, a été délivré le à votre navire VIA MISTRAL.

Le contrôle officiel effectué à bord le 2 décembre 2010 par le Docteur Anne MOALIC et Monsieur Philippe LAUDREN, de la Direction départementale de la protection des populations du Finistère, a permis de constater que le navire était conforme aux conditions sanitaires prévues par la réglementation ci-dessus référencée.

**En conséquence, j'ai l'honneur de délivrer au navire VIA MISTRAL un agrément communautaire sous le numéro « 29.039.559 » pour l'activité de THONIER SENNEUR CONGÉLATEUR en SAUMURE.**

À tout moment, en cas de manquement à ces conditions sanitaires, notamment en l'absence d'actualisation de pièces essentielles du plan de maîtrise sanitaire, l'agrément peut être suspendu, voire retiré, selon les dispositions de l'article L. 233-2 du code rural.

Le modèle de marque d'identification à apposer sur les produits figure en pièce jointe.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes salutations distinguées.

Le Préfet,

Par délégation, par empêchement du Directeur départemental de la protection des populations,  
le chef de Service Alimentation,

**Florence LE CRENN**

Ingénieur en Chef des Ponts, des Eaux et des Forêts  
Chef de Service Alimentation



**Marque d'identification  
Thonier VIA MISTRAL**

La marque doit être lisible, indélébile, résistante à l'eau et les caractères utilisés aisément déchiffrables. Il n'y a pas de couleur réglementaire.



Dans la partie supérieure de la marque doivent figurer les lettres **FR** ou « FRANCE » Dans la partie inférieure figurent les lettres **CE** et au centre les **trois groupes de chiffres, séparés d'un espace, d'un point ou d'un tiret** qui composent le numéro d'agrément de l'établissement.

La marque peut, selon la présentation des différents produits d'origine animale, être apposée directement sur le produit, le conditionnement ou l'emballage ou être imprimée sur une étiquette apposée sur le produit, le conditionnement ou l'emballage. La marque peut également consister en une plaque inamovible faite d'un matériau résistant.

En ce qui concerne les produits d'origine animale placés dans des conteneurs de transport ou dans de grands emballages et destinés à une manipulation, une transformation, un conditionnement ou un emballage ultérieurs dans un autre établissement, la marque peut être apposée sur la surface externe du conteneur ou de l'emballage.

**En ce qui concerne les produits de la pêche transportés en vrac, il n'est pas nécessaire de procéder à un marquage d'identification si les documents d'accompagnement comportent la marque d'identification.**